

SOUTIEN A LA KCTU (RÉPUBLIQUE DE CORÉE) FACE A LA VIOLENTE AGRESSION DE LA PART DU PRÉSIDENT YOON SEOK-YOUL

Le 18 janvier 2023, le Service national de renseignement (NIS) et la police ont mené un raid contre le siège de nos camarades de la confédération syndicale KCTU.

Ces attaques scandaleuses menées contre les syndicats constituent une atteinte à la démocratie. La République de Corée, qui a ratifié la Convention 87 sur les libertés syndicales en 1991 a l'obligation de respecter son engagement. A travers cette ratification et sa constitution, la République de Corée s'est engagée à respecter les droits humains et syndicaux et à garantir que les syndicats puissent exercer leurs activités sans crainte et sans persécution.

Des dizaines d'agents du NIS ont investi le 13^e étage du bâtiment de la KCTU pendant environ 10 heures. Le NIS et la police ont déclaré exécuter un mandat de perquisition contre le bureau et l'armoire d'un membre du personnel de la KCTU. Malgré la volonté affichée par les responsables syndicaux de ne pas entraver les opérations agressives du NIS et de la Police, le quartier entier a été mis en état de siège. Plus d'un millier de policiers et de pompiers équipés de divers équipements offensifs particulièrement visibles et impressionnants ont été mobilisés dans cette opération d'intimidation

Le président de la KCTU, YANG, Kyeung-soo, a notamment déclaré « ... *Il s'agit de couvrir la crise des moyens de subsistance du peuple et de la diplomatie causée par l'incompétence et l'irresponsabilité du gouvernement et les dissensions internes du parti au pouvoir. ... C'est une offensive pour mettre un bâillon sur la bouche de la KCTU, qui ne cesse jouer son rôle critique et d'opposition au gouvernement ...* ».

La CGT est totalement solidaire du mouvement syndical coréen, face à ces actes de violence et d'intimidation auxquels se livrent le gouvernement coréen et son Président. La CGT demande que le harcèlement dont la KCTU et ses responsables sont régulièrement les victimes cesse. La CGT n'oublie pas que plusieurs Présidents et responsables importants de la KCTU ont passé de nombreuses années dans les geôles du gouvernement coréen simplement pour avoir exercé des activités syndicales.

Montreuil, le 23 janvier 2023